

الرقم	الموضوع Femme et médias		مركز المرأة العربية للتدريب والبحوث 
البلد Tunisie	موقع الواب :	المصدر : Le Temps	
العدد و [ص]:	التاريخ 2011-09-06		

Pouls de la vie politique

«Media monitoring» mené par l'Association des Femmes Démocrates :

Pas encourageant du tout !

- Toujours le même leitmotiv : la ségration féminine
- Les femmes démocrates ont leur mot à dire

Les résultats d'une étude réalisée par l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) en collaboration avec d'autres acteurs de la société civile ont été présentés hier lors d'une conférence de presse tenue par la coordinatrice dudit « media monitoring en période de transition démocratique ».

Sana Ben Achour a expliqué qu'il s'agit, en effet, d'une étude de contenu médiatique plutôt qu'une simple observation des médias. Le but étant de donner plus de visibilité, à qui le souhaite bien, quant au paysage médiatique pendant la période pré-électorale et surtout de s'en servir comme un document référence pour la période avenir.

La présidente de l'ATFD, Ahlem Belhadj a de son côté fait remarquer que ce rapport préliminaire se veut un, tant soi peu, révélateur du sérieux de l'association qu'elle préside, laquelle a été objet de critiques acerbes depuis qu'elle a annoncé son intention de mener cette enquête. « Mais on n'est pas à notre première étude en ce sens, puisqu'on a fait presque le même travail en 2004 en collaboration avec la Ligue tunisienne des droits de l'Homme puis en 2009. On a annoncé que les élections de 2009 ne sont autres qu'un préalable pour briguer un autre mandat en 2014. Nous sommes devenues depuis en butte à des harcèlements. Cela nous a valu des persécutions sans fin et sommes devenues en butte à des harcèlements même dans nos lieux d'habitation et de loisirs. » avance Sana Ben Achour qui se dit tout comme ses compagnons de route prête à continuer sur cette même lancée. Et qu'en est-il de la question de la femme. Comme par stoïcisme, les femmes démocrates veulent se montrer présentes sur la scène médiatique même si des esprits obscurantistes veulent les priver ce droit. La sacro sainte question de la levée des réserves sur la Convention des Nations Unies contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) a été rappelé par Ahlem Belhadj qui a annoncé qu'elle a été ainsi que des représentants d'un collectif d'associations pour discuter de la question avec la ministre

des affaires de la femme, le matin.

Résultats de l'étude

Pour ce qui est du rapport du « media monitoring » présenté, il y a lieu de préciser que la conférence de presse a jeté la lumière sur la première partie de cette étude qui continuera jusqu'au 22 décembre. La première phase s'est étalée sur la période allant du 1er au 25 août. Deux autres suivront, pour sonder le pouls de la vie politique pendant les périodes électorale et postélectorale. A priori les résultats ne sont pas assez satisfaisants. La couverture médiatique des 17 organes de presse dont des radios, des chaînes de télévision et des journaux de presse écrite, n'ont pas, pour le moins, convaincu les 35 observateurs qui composent l'équipe de travail. Parmi eux également, des chercheurs universitaires, des formateurs aux techniques du monitoring et des formateurs aux techniques de plaidoyer et d'advocacy. L'étude a porté notamment sur des sujets ayant trait à l'inscription sur les listes électorales, la prorogation des délais d'inscription, l'affaire « Mourou », la célébration du code du statut personnel et la levée des réserves et enfin le dossier de la corruption. L'étude qui a examiné des articles des journaux, «Eshourouq», «Assabah», «Assarih», «Assahafa», «La presse», «Le temps» et «Le quotidien» pendant cette période a laissé entendre que ces organes de la presse écrite ont réservé une grande partie de leurs colonnes aux activités des partis et des relations entre les acteurs politiques, à raison de 52,83% de l'espace en question, alors que les sujets traitant du processus électoral n'ont représenté 15,13% de cet espace. « Les querelles politiques et idéologiques ont pris le dessus au détriment de l'éducation citoyenne et au débat sur la nouvelle citoyenneté du Tunisien » révèle l'étude. Pour ce qui est des radios objet de l'étude (chaîne nationale, Mosaïque, Shems Fm, Radio jeunes), on apprend à titre indicatif que 35,79% des ondes radiophoniques ont été réservées aux émissions de débats. «Il va sans dire que les radios réservent moins de place à la publicité politique qui ne représente que 0,93% du total de l'espace radiophonique. » signale-t-on. Il est à préciser, dans la foulée, pour la presse écrite, la publicité politique constitue 21,82% du total des colonnes des journaux objets de l'étude. Ce qui n'est pas du tout insignifiant.

Les télévisions objets de l'étude (Wataniya 1 et 2, Nessma et Hannibal TV) n'ont pas dérogé à la règle puisqu'elles réservent 69,53% de leurs espaces télévisuels aux émissions spécialisée dans les débats politiques, électoraux et aux talk shows.

Et qu'en est-il de la question de la femme ? L'étude a par ailleurs montré « la faible couverture médiatique des actrices politiques », lesquelles figurent à raison de 10,4% pour la radio, 10,21% pour la télévision et seulement 2,85% pour la presse écrite.

Mona BEN GAMRA

